

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

parti communiste

la dernière église ?

***proche-orient
la paix
lointaine***

p. 2

**« le comte de paris
ou
la passion du présent »**

p. 2

la paix lointaine

● **Echec de la mission Kissinger, mort du roi Fayçal, durcissement de la politique d'Israël et des Etats arabes : le Moyen-Orient est de nouveau le théâtre de multiples bouleversements.**

De plus en plus réussie la « realpolitik » de « Dear Henry » ! Cependant que l'Indochine est à feu et à sang, la paix s'éloigne au Proche-Orient.

A vrai dire, les chances de mettre fin à l'état de « ni guerre ni paix » entrecoupé de campagnes militaires éclair, comme celle du Kippour en octobre 1973, n'ont jamais été bien fortes. Ni les Arabes, ni les Israéliens ne sont prêts à payer le prix de la paix. Mais la crise intérieure des Etats-Unis qui enlève toute crédibilité à sa diplomatie constitue un facteur nouveau et aggravant et explique l'échec de la mission Kissinger.

ISRAEL : L'HEURE DES FAUCONS

Les Israéliens font plus que jamais un complexe d'obsidionalité. Ils se sentent encerclés par cent trente millions d'Arabes et tiennent à obtenir une paix fondée sur l'acquisition de frontières sûres et reconnues. Autrement dit, ils ne veulent abandonner ni la Cisjordanie, ni le Golan, ni les cols du Sinaï. Prétention déraisonnable et inacceptable en diplomatie. La France, après tout, n'a pas elle non plus de frontières sûres à l'Est. Nous en avons eu quelque chose en 1870-71, en 1914-18 et en 1939-40. Il lui aurait fallu, pour avoir des « frontières naturelles », annexer la Belgique et la rive gauche du Rhin. Or l'expérience malheureuse de la

Révolution et de l'Empire a montré qu'une telle solution était irréalisable, compte tenu de l'attitude des puissances européennes. L'actuel gouvernement israélien témoigne du même irréalisme politique.

Mais par ailleurs on comprend que les Israéliens se sentent un corps étranger au sein du Moyen-Orient. Comme les Etats latins d'Orient au cours des Croisades, l'Etat juif est maintenu en survie artificielle grâce au soutien financier et logistique des Etats-Unis et du mouvement sioniste international. Car la création d'Israël a contribué à embrouiller davantage encore la question juive. Cet Etat, créé pour donner une patrie à la nation juive, ne peut pas accueillir tous les Juifs. Sauf à s'étendre jusqu'au Tigre et à l'Euphrate (1) ! La majorité des Juifs d'ailleurs, ne souhaitent pas s'y installer.

Reconnaissons d'ailleurs que les Arabes ne font rien pour mettre Israël en confiance. Ils font à son égard un grave complexe d'infériorité que la guerre du Kippour n'a que partiellement atténué. Ils ont l'impression que, pour les Occidentaux, la vie d'un Arabe ne vaut pas celle d'un Israélien. La grande presse internationale, lors de la guerre d'octobre 1973, a fait grand bruit à propos des atrocités commises par les Arabes mais elle n'a guère parlé des bombardements par les Juifs des camps de réfugiés palestiniens. Du coup, les dirigeants arabes multiplient les proclamations bellicistes destinées à apaiser la susceptibilité de leurs opinions publiques, mais qui ne rassurent guère Israël.

L'ECHEC DE KISSINGER

La marge de manœuvre de Kissinger était donc étroite et sa tentative, celle de la der-

nière chance. Il voulait amener l'Egypte et Israël à composer, en leur faisant à chacun un certain nombre de promesses :

— il s'engageait à fournir une aide économique et militaire massive à l'Egypte. Sadate cherche depuis longtemps à rompre avec le nassérisme, à se dégager de l'emprise soviétique et à faire des concessions à Israël. Pour faire avaler tout cela à son peuple, il mise sur une élévation du niveau de vie des Egyptiens, ce qui suppose un « coup de pouce » de l'Amérique ;

— il s'engageait par ailleurs à fournir une aide militaire rapide à Israël contre une éventuelle agression arabe à condition qu'Israël évacue les cols du Sinaï.

Israël a refusé, cependant que l'on notait un net raidissement égyptien. C'est que, le précédent vietnamien le prouve, il n'est nullement certain que le Congrès des Etats-Unis — en proie à une crise d'isolationnisme et en opposition totale avec le président Ford — vote les crédits nécessaires pour que les promesses de Kissinger soient tenues. Cela, Israéliens et Egyptiens le savent, et ils n'ont pu faire confiance au secrétaire d'Etat américain.

LE PROCHE-ORIENT APRES FAYÇAL

L'instabilité du Proche-Orient n'est donc pas destinée à se résorber dans un proche avenir. D'autant plus que la disparition du roi Fayçal d'Arabie risque d'avoir des conséquences incalculables. Certes, le poids économique de l'Arabie séoudite ne changera pas pour autant. Mais son poids politique risque de s'amenuiser.

Fayçal, en effet, était un grand politique qui avait su exercer un véritable magistère spirituel sur le monde arabe. Ou, plus exactement, sur le monde musulman car Fayçal se méfiait du panarabisme à la Nasser et de l'identification de celui-ci à une forme déterminée de régime.

Dès 1969, au lendemain de l'incendie de la mosquée El-Aqça, à Jérusalem, il avait proposé la réunion d'une conférence pan islamique qui s'était tenue pour la première fois à Rabat en 1970. En 1974, la conférence de Lahore, où trente pays étaient représentés, fut un triomphe pour Fayçal. Dans le même temps, le roi d'Arabie obtenait de considérables succès diplomatiques en Afrique Noire où les chefs d'Etats rompaient les uns après les autres avec Israël.

Bien qu'ayant financé la guerre du Ramadan, il ne croyait pas en une solution militaire du problème israélien. Il cherchait plutôt à faire pression sur les Etats-Unis en jouant de l'arme du pétrole afin que ceux-ci amènent Israël à composer. Dans le même temps, il semble avoir exercé un rôle modérateur sur ses alliés arabes.

Après sa disparition l'Arabie risque d'être déchirée entre coterie de palais rivales. Le roi Ibn-Séoud, père de Fayçal, a eu en effet quatre-cent-vingt petit-fils qui se jalourent et vont chercher à peser sur le tandem Khaled-Fhad qui exerce pour l'instant le pouvoir. Et le monde musulman, faute d'un leader modérateur, risque fort d'être déchiré par des surenchères entre Etats qui chercheront chacun à prendre le « leadership » qu'exerçait Fayçal.

Autrement dit, tout l'édifice diplomatique dont avait rêvé Kissinger s'effondre. A terme, l'U.R.S.S. pourrait bien en bénéficier. Comme quoi, le soutien inconditionnel à Israël, « sentinelle avancée de l'Occident dans le monde arabe » comme dit le très israélophile Soustelle aboutit à un résultat diamétralement opposé au but recherché.

Paul MAISONBLANCHE

(1) Objectif qui était celui de feu Ben Gourion, fondateur de l'Etat d'Israël.

le comte de paris ou la passion du présent

L'ouvrage de Philippe Vimeux paraîtra en octobre 1975, la souscription pour la parution de ce livre est ouverte dès cette semaine. Nos lecteurs sont invités à nous envoyer rapidement leur souscription.

L'édition originale comprendra :
— un exemplaire sur grand papier numéroté I, réservé à Monseigneur le Comte de Paris.
— Vingt-quatre exemplaires sur grand papier, numérotés de II à XXV, dédiés par l'auteur, avec en hors-texte une photographie du Prince.

Prix de souscription 150 F

— Quatre-vingt exemplaires sur beau papier, numérotés de 1 à 80, dédiés par

l'auteur.

Prix de souscription 80 F

L'ensemble de l'édition originale ne sera vendue que par souscription et les commandes seront honorées dans l'ordre de leur arrivée.

L'édition courante du livre est aussi mise en souscription à des prix de faveur. Après la fin de la souscription l'ouvrage sera vendu 25 F plus les frais de port.

Prix de souscription :

1 exemplaire (franco)	22 F
3 exemplaires (franco)	60 F
5 exemplaires (franco)	95 F
10 exemplaires (franco)	150 F

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Nom :
Prénom :
Adresse :

souscrit à :

.... édition courante à 22 F l'exemplaire, soit F
.... édition originale, tirage limité à 80 exemplaires, à 80 F l'exemplaire, soit F
.... édition originale, tirage limité à 25 exemplaires au prix de 150 F l'exemplaire, soit F.

Adressez vos souscriptions accompagnées de leur règlement à l'I.P.N. B.P. 558, 75026 Paris Cédex 01, C.C.P. La Source 33 537 41.

les « progrès de vocabulaire »

Pour une fois que Giscard d'Estaing accomplit, sur un problème essentiel, des « progrès de vocabulaire » (comme dit Michel Jobert), comment ne pas s'en féliciter ? De la défense « autonome » à la défense indépendante, de l'exposé de la théorie du risque et de l'enjeu à la définition d'une défense tous azimuts, les mots, les idées et les explications du Président de la République rejoignent trop les nôtres pour que nous ayons le mauvais goût de lui chercher querelle sur ce point.

D'ailleurs, Giscard pouvait-il dire autre chose ? Personne ne peut, aujourd'hui, nier la valeur d'une force de dissuasion qui existe et qui fonctionne. Et il faudrait être fou pour annoncer son déclin, en s'exposant de ce fait à une très légitime colère : sur ce point, le Parti communiste défend une thèse absurde ou, comme dirait le Président de la République, proprement « stupide ».

Tout au plus pourrait-on « intégrer » progressivement la force militaire française dans un ensemble plus vaste, européen ou atlantique. Mais il faut être

naïf comme un centriste pour croire un instant que la France pourrait intégrer sa défense dans une Europe qui se désintègre sur le plan économique et qui n'a jamais eu d'existence sur le plan politique. Et il faudrait disposer d'une belle audace pour vanter l'alliance atlantique au moment où l'impérialisme américain connaît de cruels revers, au Vietnam comme au Proche-Orient.

La vigilance s'impose cependant puisqu'il ne s'agit que de paroles tandis que les signes se multiplient, depuis six mois, d'un rapprochement entre la France et l'organisation militaire atlantique. Et il faudra encore attendre les décisions gouvernementales en matière de service national pour juger la validité de la politique giscardienne de défense.

Celle-ci ne saurait se réduire à de simples recettes, tant il est devenu évident que la défense nationale est d'abord un esprit qui doit être partagé par l'ensemble de la population. Car aucune dissuasion n'est totale si toute la nation rassemblée ne vient pas appuyer la fermeté du chef de l'Etat, l'une

et l'autre paraissant décidés à courir le risque nucléaire.

Cela suppose que le Président de la République ait le sens de l'Etat et le courage de faire face à sa mission. Cela suppose aussi que la nation ait conscience de l'enjeu, et que les liens de solidarités l'emportent sur les rapports conflictuels. Autrement dit, que rien — ni personnage politique, ni parti, ni système — ne vienne entretenir les divisions et les systématiser, mais que tout, au contraire, concoure à l'unité de la nation.

Sur ce plan, M. Giscard d'Estaing a d'immenses progrès à accomplir, qui ne sont pas seulement de vocabulaire. Il ne semble pas en prendre le chemin, puisque la division de la France en deux camps ne cesse de s'affirmer, et que les attaques se multiplient contre certaines catégories sociales, et contre une famille politique — celle représentée par le P.C. — qui, malgré tout ce qu'on peut légitimement lui reprocher, fait partie intégrante de la communauté nationale.

Bertrand RENOUVIN

l'industrie littéraire

Voilà un livre (1) qui ne plaira pas à tout le monde. A tel point que, paru depuis trois semaines, les critiques de presse sont rarissimes. Raison de plus pour en parler. Même si l'auteur — directeur des relations publiques de la F.N.A.C. — est parfois critiquable par ses généralisations abusives, et même si son apologie de la F.N.A.C. n'emporte pas une adhésion totale. Mais André Gouillou a le mérite de tout dire sur le petit monde de l'édition. Ce qui nous vaut un pamphlet d'une belle violence où nul n'est épargné, du directeur général à l'attaché de presse.

Les maisons d'éditions ? Obéissant aux lois de la concentration capitaliste, elles ne sont plus que trois grandes (Hachette, Presses de la Cité, Gallimard) qui ont absorbé tour à tour les petites firmes renommées (Plon, Julliard, Grasset) où le métier d'éditeur consistait avant tout à découvrir des talents. Il n'est plus question de cela aujourd'hui, l'essentiel étant de grandir et de produire.

— De grandir en donnant au besoin un coup de pouce aux lois économiques : ainsi Hachette, la « pieuvre verte » qui s'efforce de démanteler le réseau des petits éditeurs. Rien de plus simple : « On propose à tel éditeur de le distribuer. Celui-ci est rayonnant. Il se voit déjà dans tous les kiosques de gares, les Maisons de la Presse, etc. On lui consent des avances. Et puis, tout d'un

coup, la créance. L'éditeur n'a plus qu'une ressource. Se laisser contrôler. Et les banques prennent la relève ».

— De grandir en faisant appel aux participations étrangères, comme Robert Laffont (associé à Time-Life) ou Nielsen qui a créé le club France-Loisirs en coopération avec l'Allemand Berstelman. Rien d'étonnant à ce que la production littéraire subisse l'exemple des grands aînés d'outre-Atlantique ou d'outre-Rhin : voici le temps des « best-sellers » usinés par les spécialistes-maison (voir Laffont) et des « news-books » fabriqués au magnétophone (voir Stock).

La qualité littéraire des ouvrages subit évidemment les conséquences de cette frénésie productiviste. Mais les directeurs s'en moquent (2), certains ne lisant même pas les livres qu'il éditent. C'est le directeur littéraire qui assume cette tâche. Très mal d'ailleurs puisque celui-ci est en même temps écrivain, critique et parfois juré : comment pourrait-il à la fois être juge et partie ? Comment pourrait-il être juste envers le livre de sa propre maison, l'ouvrage d'un concurrent à un prix littéraire, ou bien le livre d'un confrère écrivain-critique-juré qui pourrait se venger ? Et ne parlons pas des prix littéraires, qui résultent comme chacun sait d'une cuisine malodorante. Ainsi la boucle est bouclée, se refermant sur un petit monde qui est celui du fric, du copinage et de l'inculture.

Restent les écrivains qui sont les prolétaires — les « mendiants lettrés » disait Maurras — de l'industrie éditoriale. Exploité par des contrats souvent léonins, parfois volé purement et simplement, il doit en outre accomplir des exhibitions télévisées qui relèvent plus de la société du spectacle que de l'activité culturelle. Comme dit André Gouillou « sans l'exploitation éhontée de l'écrivain, fondée sur sa vanité parfois, sa méconnaissance de ses droits et de l'état du marché le plus souvent, l'édition ferait faillite ».

Face à cette situation, Gouillou fourmille de bonnes idées pour libérer le livre, pour le sortir de son ghetto. Mais on voit mal comment elles pourraient s'appliquer sans une révolution globale de nos structures économiques et de notre civilisation. Reste à savoir si les remous provoqués par la F.N.A.C. s'inscrivent dans cette perspective, ou bien dans un mouvement de concentration de la diffusion qui conduirait à la constitution de grandes unités dialoguant souverainement avec les conglomerats de l'édition.

Yves LANDEVENNEC

(1) André Gouillou : Le Book Business (Tema-Éditions).
(2) Il y a bien sûr des exceptions : citons par exemple Roland Laudonbach (Table Ronde) et Le Seuil.

la dernière église ?

● **Le P.C. durcit ses prises de positions de crainte de voir s'affaiblir ses propres forces. Mais il ébranle encore plus l'édifice de l'union de la gauche.**

L'agressivité dont fait preuve le P.C. en ce moment frappe tous les observateurs. Le P.C. poursuit ses attaques contre les socialistes, alliés d'hier et « social-traitres » d'aujourd'hui. Mais il s'en prend aussi avec virulence au gouvernement et participe à des luttes très dures, que ce soit à Renault ou dans les lycées par U.N.C.A.L. interposée. Cette agressivité coïncide avec un durcissement de la politique internationale soviétique et avec la façon expéditive dont le P.C. portugais, allié au Mouvement des Forces Armées élimine peu à peu de la vie politique ses partenaires d'hier.

Aussitôt, les sirènes de l'atlantisme de crier à l'offensive concertée des communistes contre l'Occident. J.-F. Revel dans l'Express ressort les poncifs de l'anticommunisme de combat et appelle l'Europe à faire front à l'attaque de l'U.R.S.S. et des partis satellites qui, en Occident, jouent le rôle de la cinquième colonne. Et de demander un renforcement de l'alliance atlantique autour des Etats-Unis.

Cet anticommunisme non dénué d'arrière-pensées électorales trahit une certaine méconnaissance de la réalité communiste. Entre autres, l'explication du durcissement du P.C.F. par l'inféodation à Moscou est nettement trop sommaire.

Ces dernières années, à plusieurs reprises, le P.C.F. a eu une politique fort différente de celle de l'U.R.S.S. Au cours de la campagne présidentielle, la visite de l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Giscard avant le deuxième tour a même montré que le P.C.F. et l'Union soviétique ne soutenaient pas le même candidat. On en fut, dit-on, fort amer place du Colonel-Fabien.

Il faut chercher ailleurs la véritable raison du revirement communiste.

UN PARTI MESSIANIQUE

Ce revirement tient en fait à la nature profonde du parti. Celui-ci n'est pas simplement une congrégation électorale comme l'U.D.R. ou le Centre démocrate. Il n'est pas seulement le reflet d'intérêts catégoriels comme le fut le poujadisme. Il est en fait une véritable Eglise. On entre au P.C. parce que l'on y trouve une explication du monde, une raison de vivre et l'espoir de dépouiller le vieil homme pour construire la société nouvelle. Le P.C. vit, au fond, de l'espérance chrétienne mais d'une espérance laïcisée.

Ce caractère messianique l'amène notamment à se considérer comme le parti élu, destiné à conduire et libérer la classe ouvrière. Il peut admettre que d'autres partis, tels le P.S., « mordent » sur les cadres, les employés et autres classes alliées au prolétariat. Il ne peut supporter, en revanche, de voir le P.S. recruter en milieu ouvrier comme il commence à le faire et briser son monopole. En outre, les concessions

faites par Marchais dans l'optique unitaire des présidentielles ne pouvaient longtemps être supportées par l'appareil du parti.

D'abord parce que les sondages montraient qu'électoralement elles n'étaient pas payantes. Le Point rapporte ce propos révélateur d'un militant : « Georges Marchais, c'est comme un père de famille qui a reçu un héritage et qui se met à jouer à la roulette pour avoir plus. Alors, les gosses ont le droit de lui demander : "Papa, qu'as-tu fait du fric ?" Les gosses, c'est nous. Nous en ferions une tête si, pour prix de l'unité, Marchais nous perdait 2 millions de voix ».

Mais surtout, le grand rassemblement unitaire des présidentielles, le slogan lancé en juin dernier par Marchais « Union du peuple de France » aboutissaient à mettre en veilleuse toute l'originalité du parti, à lui faire abandonner son rôle messianique pour en faire une simple composante, et non la plus importante, du rassemblement de la gauche.

PRESERVER LE RITUEL...

Dès lors tout le rituel dans lequel les membres de la contre-société communiste se reconnaissent tendait à s'affadir. La motivation militante risquait de s'en ressentir.

Face à cette évolution, les militants et les apparatchiks du P.C. ont senti la nécessité de se ressourcer en faisant cure de pureté doctrinale. Il est significatif d'entendre Jean-Michel Catala, secrétaire général des Jeunesses communistes, et l'un des hommes qui montent au sein du comité central, employer un ton incantatoire et quasiment religieux pour fustiger le « système ». « Assez de tant de misères ! Assez de ce vieux monde capitaliste pourri ! Nous accusons ! »

Il est significatif aussi de voir le même Jean-Michel Catala déclarer à l'Express :

« J'espère vivement que François Mitterrand reviendra d'U.R.S.S. convaincu que, quoi qu'il en ait dit, le socialisme existe et se porte bien. Car il pourra y voir un peuple pour qui crise, chômage, inflation sont des mots dénués de signification. Puisse-t-il, avec son parti, en tirer la conclusion que, sans être un modèle, l'expérience soviétique est à plus d'un titre un exemple, dont nous avons beaucoup à apprendre pour bâtir, dans notre pays, un socialisme aux couleurs de la France. »

... ET LA FOI EN L'U.R.S.S.

Car si l'U.R.S.S. n'est plus le lieu où se décide la politique du P.C.F., elle reste aux yeux des communistes français le symbole de leur espérance, la nation qui a mis fin à l'appropriation privée des moyens de production.

Un communiste français est prêt à reconnaître que l'Union soviétique a fait des erreurs. Il n'admettra jamais que l'on conteste la réussite globale du système soviétique. Lorsque l'on discute avec un communiste, il n'y a qu'à voir la véritable panique qui le saisit et ses dénégations frénétiques lorsqu'on lui parle du formidable échec humain et du totalitarisme de la société soviétique. Admettre cela serait pour lui aussi dramatique que pour un chrétien perdre l'espérance de la résurrection.

Il y a une autre raison au mordant du P.C. : depuis des décennies le parti répète mécaniquement que les contradictions du « capitalisme monopolistique d'Etat » vont en s'agissant. Or le capitalisme avait prouvé sa faculté d'adaptation. La société de consommation était certes profondément aliénante mais elle parvenait à former un système cohérent qui apparaissait presque sans faille. A la longue, la croyance des communistes en la fin prochaine du capitalisme finissait pas s'émousser. Garaudy fut exclu en 1970 pour l'avoir dit tout haut mais il semble bien qu'une partie de ses thèses sur la longue survie du capitalisme avaient été ensuite adoptées de facto par le bureau politique.

Or il se trouve que la crise pointe à nouveau à l'horizon. Que le « défi américain » se transforme en débâcle. Que l'inflation et la crise de l'énergie bouleversent profondément les sociétés occidentales. Du coup le P.C., à tort ou à raison — à tort sans doute — pense être en présence de la crise cataclysmique tant attendue. Et il se durcit dans son langage et dans ses campagnes.

GISCARD ESPOIR SUPREME ?

Cela ne le rapprochera pas pour autant du pouvoir. Sur le plan électoral, la polémique avec les socialistes ramène à lui, comme le montre les derniers sondages, une fraction de son électorat qui avait été déconcertée par son « opportunisme ». Mais, dans le même temps, le score global de la gauche baisse car la querelle P.C.-P.S. lui enlève sa crédibilité. La nouvelle stratégie du P.C. lui ferme l'accès au pouvoir par la voie légale, qu'il préparait depuis dix ans.

Est-il pour autant préparé à réaliser le « grand soir » ? Son enlèvement dans le parlementarisme l'a depuis longtemps déshabitué de ce genre de combat. En outre, ni l'armée ni la police ne lui sont acquises. Bref, le P.C., assis entre deux chaises, supporte tous les inconvénients des stratégies électorale et révolutionnaire sans en recueillir aucun des avantages.

Par un paradoxe apparent, la seule chance du P.C. s'appelle Giscard. Le chef de l'Etat et son factotum, Poniatowski, cherchent à se maintenir au pouvoir en dressant une moitié de la France contre l'autre et en agitant le spectre de « l'homme au couteau entre les dents » pour provoquer le rassemblement des droites autour du pouvoir. Ce qui les conduit à faire une politique systématiquement antisociale sous des apparences réformatrices et à multiplier, comme chez Renault, les provocations à l'égard de la classe ouvrière que l'on veut rejeter dans le ghetto communiste. Jusqu'au jour où le ghetto débordera et fera craquer le système. Si Giscard n'existait pas, le P.C. devrait l'inventer.

Un des plus graves problèmes de la société française contemporaine est celui de la façon dont cinq millions d'électeurs et des centaines de milliers de dévouements militants souvent exemplaires sont « gelés » par la contre-société communiste et tenus en lisière de la cité. Seule une politique qui conjuguera la lutte contre l'appareil du P.C. et des mesures sociales hardies destinées à libérer la classe ouvrière peut y mettre fin. Mais cette politique est impossible dans un Etat dirigé par l'élu d'une fraction du corps électoral contre une autre.

Arnaud FABRE

En ce temps-là, on ignorait tout de l'Archipel du Goulag. Et ceux qui parlaient de l'existence de camps de déportation en Union soviétique, étaient rangés parmi les *vipères lubriques*, les *hitléro-trotskistes*, les agents de l'Intelligence Service et de la CIA. De même que, comme Rajk en Hongrie, Kostov en Bulgarie, Slansky en Tchécoslovaquie, les plus vieux communistes, les plus grands dignitaires des partis au pouvoir étaient jugés, voire exécutés, à la suite de révélations sensationnelles sur leur complicité avec le nazisme ou l'impérialisme. Sartre, quant à lui, était publiquement qualifié de « hyène dactylographe » et Fougeron, plus que Picasso, représentait l'avant-garde dans la « bataille de la peinture ».

C'était le temps du stalinisme, qu'évoque Dominique Desanti — ancienne journaliste communiste — dans un gros livre où se mêlent les souvenirs de l'ex-internationale communiste et ceux du Parti français.

Souvenirs dépourvus d'acrimonie, bien que l'auteur ait quitté le P.C. après Budapest et souffre encore d'avoir publié un livre contre Tito et ses « complices ». Souvenirs que le passé ne peut embellir, puisque Dominique Desanti sait maintenant tout de l'enfer totalitaire qu'elle cotoyait sans le voir.

Triste aventure, qui conduisit de jeunes intellectuels venus au Parti pendant la Résistance au pire des conformismes, au manichéisme sommaire, à la dogmatique sans nuances. Ceux qui n'acceptaient pas cette discipline morale et intellectuelle étaient bannis sans pitié, comme le professeur Marcel Prenant, coupable de n'avoir pas su vénérer les théories biologiques de Lyssenko. Et ceux, parmi les dirigeants, qui

« les staliniens »

avaient commis quelque erreur ou cessé de plaire étaient sordidement exclus, réduits au silence et moralement liquidés comme Lecœur, Marty ou Tillon qui furent, en leur temps, des figures vénérées du Parti français.

Car, hormis l'exécution physique, le P.C.F. calquait exactement ses méthodes, sa mentalité, sa morale sur celles du régime soviétique. Thorez, le « fils du peuple, homme d'Etat incontestable », est comme Staline, le père du peuple communiste. Maurice, c'est « celui de France que nous aimons le plus », dont on célèbre pieusement chaque anniversaire et qui fait l'objet de poèmes touchants. Tel celui d'Aragon lorsque Thorez revient d'URSS après sa maladie : « *Il revient - Les vélos sur le chemin des villes - Ils parlent rapprochant leurs nickels éblouis - Tu l'entends batelier, Il revient - Quoi comment Il - Revient, Je te le dis docker Il revient oui.* »

Couplets qui témoignent du sentimentalisme de ce « parti révolutionnaire », à quoi se mêle

un rigorisme très bourgeois : les couples (« Maurice et Jeannette », « Louis et Elsa » dont D. Desanti brosse un portrait savoureux) sont des institutions sacrées. Et les inimitiés personnelles, les querelles de clans, les ambitions et les vengeances y pèsent autant que dans n'importe quel autre groupe.

Alors, pourquoi entrait-on au Parti ? Par patriotisme, comme la génération de la Résistance. Parce que le marxisme offrait aux intellectuels un ensemble fascinant de certitudes. Mais surtout pour le sentiment exaltant d'être aux côtés du peuple, dans sa lutte pour la dignité. Et c'est vrai que le Parti communiste, avec son totalitarisme et sa lourde phraséologie, exprimait de solides réalités nationales et de profondes revendications sociales.

Dominique Desanti le montre, en décrivant les grèves de 1947 et celles des mines en 1948, ou la campagne contre « Ridgway la Peste » : c'est ce qui, aujourd'hui, tend à devenir le trait dominant d'un parti qui a mis du temps à se « destaliniser ». Maurice Thorez mort, Jeannette Veermersch écartée en 1968 (pour avoir refusé de condamner l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie), les nouveaux dirigeants ressemblent plus aux technocrates russes qu'aux chefs charismatiques du passé. Bien sûr, les Vichinsky français continuent d'occuper place du Colonel-Fabien : ainsi Duclos et Billoux, Fajon et Kanapa. Mais la foi s'atédit, les rites s'obscurcissent et l'église est divisée. Rien qui puisse engendrer une nouvelle inquisition, ou d'autres croisades. Comme l'Eglise qu'il singe, le Parti communiste, à force de vouloir être à l'unisson de la société industrielle, risque de s'y perdre.

B. LA RICHARDAIS

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM :

Prénom :

Adresse :

Profession :

Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1er

théâtre et réalité

« Regardez-nous, regardez comme tous vous vivez mal. » Anton Tchekhov.

La Mouette (1) : Dans mon précédent article, je constatais les limites du « Crime et Châtiment » de Robert Hossein. Limites qui ne nous permettaient pas de pénétrer aussi profondément que possible dans l'univers de Dostoïevski. Ici, par contre, avec la représentation de « La Mouette » que nous donne le metteur en scène roumain Lucien Pintilié, Tchekhov nous apparaît enfin tel qu'en lui-même. Le Tchekhov qui se révèle dans sa correspondance, c'est-à-dire dans ses préoccupations les plus intimes, est ici bien présent. Pintilié ne commet pas les erreurs qui menacent les metteurs en scène de l'univers tchekhovien : un réalisme outrancier, d'une part, qui n'a pas sa place au théâtre, et un excès de poétisation, de musicalité, d'autre part.

Grâce à une étude poussée de la psychologie des personnages, à une conscience aiguë des situations qui les mettent aux prises et de leur condition, il nous révèle les préoccupations majeures de Tchekhov : la peinture d'une société décadente et le désir, sinon l'espoir, d'un monde nouveau plus juste et plus humain. Le spectacle de ces êtres qui vivent devant nous, sans que rien d'essentiel — jusqu'au dénouement — ne se produise, nous éclaire sur nous-mêmes, sur notre solitude au-delà des apparences sociales. Et la « théâtralisation » des situations et des personnages est enfin portée à un point nécessaire : nous pénétrons dans un univers magique, où l'invisible qui nimbe le visible des choses et des êtres nous est révélé. Nous pressentons ce qui échappe aux personnages dans leur quotidien, c'est-à-dire à nous en fin de compte, mais ce à quoi nous tendons dans nos instants de lucidité les plus intenses. C'est du très beau théâtre qui dépasse l'anecdote, la peinture des mœurs et des caractères pour atteindre à la vision « surréelle » de la condition humaine.

Là encore se vérifie la nécessité d'un travail véritablement collectif des comédiens, de tous les participants au spectacle sous la direction d'un régisseur qui sait où il veut aller, et donne ainsi à la re-création scénique une unité de tons et de style qui est le propre des actes véritablement créateurs. Tous les comédiens, même si certains sont moins incisifs que d'autres, participent à la vision de Pintilié, c'est-à-dire à celle de Tchekhov, puisque le régisseur est ici l'intercesseur de l'auteur auprès du spectateur, et n'outrepasse pas ce rôle comme le font beaucoup de ses confrères.

Enfin, le théâtre remplit ici son office qui est de nous tendre un miroir révélateur de nous-mêmes et de notre condition, et de nous permettre de communiquer avec des forces perdues qui pèsent de tout leur poids de vérité sur nos âmes défaillantes.

Les Iks (2) : Il en est de même pour ce spectacle que je ne peux passer sous silence bien que ses représentations se soient terminées plus tôt qu'il ne le méritait ; le public n'a pas suivi, ou pas assez, trompé sans doute par l'aspect extérieur de l'œuvre sur son intérêt véritable.

Les Iks sont une peuplade de l'Afrique centrale que l'on transplante par suite d'un réaménagement de territoire ; ce qui les oblige, de chasseurs qu'ils étaient depuis toujours, à devenir agriculteurs en quelques semaines. Il n'est pas possible pour eux d'y parvenir, et ils ne survivent qu'en rejetant tout sentiment d'humanité, toute morale, toute croyance, afin de s'adapter à la situation qui leur est imposée.

Tout d'abord, ils nous paraissent, à nous Occidentaux, à nous « civilisés », comme des êtres d'une autre planète : il ne nous semble pas que nous puissions un jour, même placés dans une situation analogue, leur ressembler. Et puis, peu à peu, nous ressentons les faits qui se déroulent devant nous d'une toute

autre façon. Nous retrouvons dans ces êtres qui tentent de survivre nos sentiments et nos ressorts les plus secrets. N'avons-nous pas aussi assimilé des mécanismes qui ont remplacé notre conscience de l'humain et nos croyances ? Le souci de l'autre nous est-il plus familier qu'il ne l'est aux Iks ? Mais cette attitude d'auto-défense qui, pour eux, est vitale, n'est pour nous que le résultat de la perte de l'essence de notre origine remplacée par des préoccupations dérisoires.

Peu à peu, c'est nous-mêmes que nous regardons vivre et mourir. Que font ces Iks sur cette terre à tenter de survivre grâce à des ruses misérables, à une logique castratrice ? Que faisons-nous nous-mêmes, vautrés dans le matérialisme, ayant abandonné tout désir de perfection, toute recherche d'un ailleurs transcendant ?

Là aussi, le théâtre est révélateur de nos manques, de nos erreurs, de nos reniements. Un minimum de mots, de gestes et d'attitudes, la projection du « ressenti » chez les comédiens, nous éclairent bien davantage que de longs discours et de belles exégèses. Pas d'artifices, pas de décors, pas de costumes pour masquer le vide de nos âmes. Et à la fin du spectacle, l'anthropologue qui observe les Iks devant nos yeux, ce n'est déjà plus nous. Nous ne pouvons plus nous contenter de cette attitude de l'entomologiste envers l'insecte. Les insectes, c'est aussi nous. Nous sommes dans la fourmilière, et nous n'en sortirons que par une prise de conscience de plus en plus aiguë de notre condition présente, de notre trahison envers nous-mêmes ; et le théâtre commence à nous y aider, et nous y aidera de plus en plus.

Pierre LIMOUSI

(1) Au Théâtre de la Ville, jusqu'au 26 avril.
(2) Spectacle de Peter Brook qui vient de se terminer au Théâtre des Bouffes du Nord. Mais je ne saurais trop conseiller d'aller voir les prochains montés par la même équipe.

la naf en mouvement - la naf en mouvement - la n

COMMUNIQUE DU CLUB DE LA PLAINE MONCEAU

Le jeudi 17 avril, dîner-débat à 20 heures au restaurant « Le Procope », 13, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris, sur le thème « Nouvelle morale et société industrielle », sous la présidence de M^r Georges Paul Wagner et avec la participation de l'auteur du livre « Le choc du passé » et Gérard Leclerc. Inscriptions au Club de la Plaine-Monceau, 13, rue de Saint-Marceaux 75017 Paris (754-46-58) avant le 15 avril. Participation aux frais : 50 F, étudiants : 40 F.

MERCREDIS DE LA N.A.F.

Chaque semaine la N.A.F. organise une conférence suivie d'un débat. Les réunions ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard, 75004 Paris (salle du 2^e étage) (métro Hôtel-de-Ville).

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 9 avril.

DINER RENCONTRE

Tous nos lecteurs de la région parisienne ainsi que nos amis de province en visite à Paris peuvent participer chaque semaine à notre « dîner-rencontre » qui rassemble les principaux rédacteurs de la N.A.F. et des militants. Inutile de s'inscrire à l'avance, il suffit de se trouver à 20 heures dans les locaux du journal. Prix du repas au restaurant : 14 F.

IN MEMORIAM

M. Paul Hutin-Desgrées est mort le 25 mars dernier. La N.A.F. tient à saluer à cette occasion moins la mémoire du fondateur d'un des plus grands quotidiens régionaux, Ouest-France, que celle du parlementaire qu'il fut. En effet au temps de sa députation M.R.P. du Morbihan, M. Hutin-Desgrées fut à l'origine en 1950 de la proposition de loi abrogeant la « loi d'exil » de 1886 qui permit le retour du Prince et de toute sa famille dans notre pays.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT
Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

l'état et la révolution

(Suite de la p 8)

l'œuvre continue qu'est la nation. Lorsque les Français s'abandonnent... confiait-il à Malraux, que peut la France ? Pour qu'ils ne s'abandonnent pas, apportent leur concours à l'Etat il fallait deux conditions essentielles : 1) que l'Etat fût légitime, c'est-à-dire qu'il s'accordât aux exigences vitales de la France, qu'il eût les caractéristiques d'unité, d'impartialité et d'efficacité qui sont garantes de ces exigences ; 2) que les Français cessent de se complaire dans les querelles partisans et les jeux de clans.

Nous pouvons mesurer la crise de l'Etat ou plutôt de cet Etat à la distance qui sépare le pouvoir actuel des fondements que De Gaulle avait voulu donner aux institutions. La N.A.F. a parlé de crise de l'Etat dans la dernière année du « quinquennat » de Pompidou, parce que l'unité même du pouvoir était en cause et que déjà les clans préparaient la succession en se déchirant. Nous continuons à en parler, pour d'autres raisons tout aussi fondamentales.

A. Le retour délibéré, consenti au régime des partis.

La majorité présidentielle est devenue le champ clos où s'affrontent trois tendances principales (U.D.R., R.I., Centristes). Le jeu des combinaisons, des magouilles électorales tendra à exacerber les luttes et les divisions. Le retour à la proportionnelle, enfant chéri de Poniatowski, parachèvera l'ensemble.

B. La confiscation du pouvoir au profit d'une caste

Toutes les informations en notre possession prouvent que le pouvoir actuel s'identifie avec une caste, fondée de pourvoir de groupes capitalistes financiers, ce qui accentue sa nature partisane et le rend impropre à répondre aux exigences d'impartialité, d'unité nationale et de justice que l'Etat gaulliste prétendait assumer.

C. Sa nature conservatrice bloquant la révolution nécessaire

Le discours giscardien sur le changement ne trompera bientôt plus grand monde. Le seul changement enregistré n'a fait qu'entériner une évolution des mœurs qui ne déplaisaient pas à la caste. Or la transformation de la société, ses injustices, la crise de civilisation, exigent une véritable révolution dont cet Etat est le premier adversaire.

D. Enfin, le retour déguisé à l'atlantisme

L'absence d'une politique étrangère française offensive prive le pays de toute ambition nationale accordée à son génie et ne peut que démobiler le soutien populaire.

Notre camarade trouvera peut-être qu'il s'agit là d'un réquisitoire qui n'atteint pas à la substance de l'Etat. Ce n'est pas ma conviction : je crois profondément que l'évolution giscardienne remettant en cause les fondements essentiels de l'Etat gaulliste est le symptôme d'une crise d'une exceptionnelle gravité.

CHANGEMENT DE NATURE DU POUVOIR ?

Je passe à la seconde partie de la lettre, puisque la crise d'autorité dont il est question suppose que soit préalablement discutée la mutation technocratique de l'Etat.

Une première remarque : le phénomène technocratique n'abolit pas la logique du profit capitaliste. Le technocrate se reproduit souvent dans le même milieu et la dévolution des pouvoirs économiques se fait par cooptation dans un même monde. Ainsi il n'est pas possible de définir la technocratie par la seule compétence technique ou sa rationalité. Si j'ai moi-même insisté sur cette dernière, c'était dans le but de la mieux définir dans sa nature spirituelle et morale, comme nihilisme. Mais le nihilisme dans l'ordre des valeurs a sa contre-partie dans l'affirmation de la volonté de puissance de l'individu et cette maîtrise sur les choses que permet l'argent. Encore faudrait-il distinguer entre une technocratie plus branchée sur le capitalisme financier et une autre plus « industrialiste ». Il semble que de Pompidou à Giscard, on soit passé de la prééminence de la première sur la seconde.

Seconde remarque sur la technocratie : si le technocrate n'est pas forcément le pur et puissant technicien de la gestion, il n'est pas non plus le mal absolu. Sa compétence peut se révéler nécessaire à la société et à l'Etat à condition qu'elle s'exerce dans un cadre où sa fonction est subordonnée.

Ceci dit, il est vrai que l'Etat est dominé par une certaine caste, une certaine rationalité. Mais peut-on dire qu'il a du même coup disparu ? A mon sens, ici est le nœud de la discussion. La prétention technicienne à supprimer le politique proprement dit qui est le domaine du choix, de la justice, de la volonté nationale peut faire illusion. Mais c'est elle qui est illusoire. Nous sommes bel et bien dans l'idéologie, au sens strict que le marxisme a donné au mot : une tentative d'autojustification pour masquer une situation dominante. En fait, l'Etat existe toujours, le politique est là, présent, avec ses exigences irrépressibles. On occupe le terrain, on tient les leviers qui vous assurent une domination complète sur la société. On colonise l'Etat avec les moyens qu'il vous donne pour mener à bien votre entreprise partisane. Voilà, du coup, celui-ci détourné de sa fonction, emprisonné. Le problème est donc de le libérer.

Mais ce n'est pas possible, dira notre camarade, car la cohérence du système est telle, son emprise totalisante si forte qu'il peut surmonter les crises. Personnellement, je ne le crois pas, car je pense que si, comme tout système, il a ses faiblesses, la plus grande est politique. Et si c'est là la faille, c'est là que nous pouvons agir.

La nature du « politique », disons de l'institutionnel quel qu'il soit, est mixte. Il résulte d'une

composition dont les éléments peuvent varier en quantité et en qualité. C'est une hiérarchisation spécifique qui produit un système donné : monarchique, aristocratique, démocratique. Notre système est aristocratique si l'on admet que la technocratie est l'aristocratie d'aujourd'hui. Mais à prédominance aristocratique, il continue à comprendre un élément démocratique ou populaire qui produit son effet principalement par le biais électoral. Ce dernier peut provoquer une crise. Imaginons qu'elle soit surmontée, une équipe technocratique succédant à une autre. Il demeure le dernier élément, monarchique, qui est la dernière instance du politique et où, à mon sens, la crise ne peut être surmontée que politiquement. C'est-à-dire par une solution qui fait sauter l'équipe technocratique, et du coup tout le système. Il peut s'agir, soit d'un blocage constitutionnel, et c'est l'hypothèse Jallut, soit de l'incapacité du politique technocratique à prendre une décision, à résoudre un problème crucial de la communauté nationale.

C'est pourquoi le politique, dont l'exigence profonde et la forme la plus spécifique sont monarchiques, demeure le nœud gordien de ce système, comme de tout système. La technocratie touchée en son centre vital n'est plus la technocratie. Il faut évidemment que le politique revienne alors au non-technocratique, au monarchique pur. Si le monarchique se réinstalle, il se produit une reconstitution du système, une nouvelle hiérarchisation des éléments. C'est l'amorce d'un processus révolutionnaire. Voilà qui peut paraître bien abstrait. Mais je pense que cet abstrait rejoint le réel le plus immédiat.

En résumé, toute révolution sera politique ou ne sera pas. Cela ne signifie pas que la révolution ne touchera que l'Etat. Par l'Etat elle touchera toute la société. Le blocage fondamental aura sauté. Le reste, si difficile soit-il, ne sera plus impossible. Si l'on admet cela, il reste à résoudre la question stratégique, qui est je crois, la vraie question posée par notre camarade. *Détruire l'Etat actuel, afin de purger l'Etat royal, futur de toutes réminiscences technocratiques ?* Peut-être. Mais, à franchement parler, je ne crois pas que notre action y suffirait. Les gauchistes qui s'y sont employés se sont cassé les dents. Je crois que la seule façon d'opérer est de profiter des failles spécifiques de ce système, ce qui suppose d'ailleurs une révision complète de conceptions héritées de théories liées aux précédents régimes.

Notre action au niveau consensuel est d'un genre différent : casser le consensus de rationalité dans l'opinion relève plus de nos moyens ; développer des actions en ce sens, bien sûr ! Je pense que l'action sur l'opinion, la propagande monarchique directe est d'une importance considérable parce qu'elle conditionne pour une part non négligeable la réussite de l'action menée au niveau politique.

Gérard LECLERC

abonnez-vous à la naf-hebdo

naf 196 - 3 avril 1975 - p. 7

l'état et la révolution

(suite)

Voici la suite d'un débat fondamental. On excusera son caractère abstrait. Mais il veut répondre à une question essentielle : pour abattre le système technocratique, est-il raisonnable de compter sur une crise de l'Etat ? Cet Etat a-t-il encore une réalité, absorbé qu'il est par le phénomène technocratique ?

« Vous recevrez prochainement mon adhésion à la NAF. L'attentisme ou la neutralité sont les plus mauvaises attitudes en politique ! Adhésion qui ne signifie nullement mon plein accord avec tous vos objectifs ou analyses. L'instauration d'une monarchie étant le fondement de mon accord avec votre mouvement, j'espère — j'ose espérer — que les points de divergences ne seront pas un obstacle à une discussion qui ne peut que nous enrichir mutuellement : la NAF n'est pas la R.N., Dieu merci !

Pour préciser ma réserve, voici quelques repères auxquels j'aimerais voir apporter une réponse :

1) Qu'entendez-vous exactement par crise de l'Etat ?

— Un soi-disant danger, contenu dans la Constitution de 1958. J'écarte — pour des raisons que je développerai si vous le souhaitez — une telle analyse : elle est un peu simpliste !

— Un changement de nature du pouvoir ? c'est-à-dire un transfert de l'autorité — une dépossession du pouvoir politique au profit des techniciens (voir les analyses de l'école de Francfort, Habermas — et dans une certaine mesure G. Leclerc) diagnostic que j'adopte, et qui me fait conclure : que les crises de l'Etat institution étaient possibles sous la III^e et IV^e République (voir la théorie cyclique de Duverger, reprise par M. Jallut). Crises résolues aujourd'hui

grâce à l'asservissement de l'Etat par une certaine idéologie de la rationalité.

Ce qui signifie qu'il n'y a pas à proprement parler *danger* de crise de l'Etat au sens où B. Renouvin l'entend. Cette éventualité n'est que secondaire (l'institutionnel est second dans le contexte actuel par rapport à la cohérence du système technocratique). Mais il y a crise de l'autorité à tous les niveaux (dans l'Etat, la vie quotidienne, les régions, les familles) c'est-à-dire là où régnait un conformisme, au service d'une organisation rationnelle de la société.

2) Crise de l'autorité signifiant que l'Etat a cédé la place normale qui est la sienne — arbitrage, justice — et qu'il est *dominé* par l'idéologie de la rationalité — ainsi que la société.

Alors : l'Etat est tout : parce que cette idéologie — grâce à l'Etat, dont elle s'est emparée — asservit la société.

L'Etat n'est rien : parce que l'Etat est l'instrument de cette idéologie.

Quand bien même il y aurait crise des institutions, qu'importe, puisque le système, grâce à ses facultés d'adaptation, d'innovation, continuera à tourner (que ce soit avec Giscard ou Mitterrand) jusqu'à résolution de la crise institutionnelle.

J'en conclus : que la dénonciation des institutions de la V^e République — soi-disant instables — n'est qu'un alibi qui sert à masquer quelque incompétence à analyser la réalité sociologique (vice que l'on retrouve d'ailleurs tout au long de l'histoire d'A.F., incapable de saisir bien souvent la société de son temps).

— Que la prise du pouvoir — prise de l'Etat — n'est qu'un faux problème, car nous ne pourrions libérer l'Etat ni la société par cette *seule* révolution.

Pour anéantir, ou annihiler, l'idéologie dominante, il faut, dans l'ordre des priorités, forcer le système dominant à jeter son masque — c'est-à-dire révéler son caractère totalisant, et même totalitaire (montrer que l'Etat est complice de cette idéologie dominante).

Puis chercher à mettre hors d'état le pouvoir actuel, car c'est à cette condition, et à cette condition seulement, de *détruire* l'Etat actuel, que la reconstruction d'un autre Etat pour une autre société pourra se faire. En effet, si on se contente de prendre l'appareil d'Etat tel qu'il est, nous serons forcément (la société et le Roi restauré) victimes des pesanteurs institutionnelles et surtout du conformisme dominant « l'imaginaire social ».

Donc, Michel Giraud : « l'Etat est-il le lieu stratégique privilégié pour mener à bien les réformes en profondeur ? »

Oui : dans un contexte idéal, aseptisé des germes technocratiques, c'est-à-dire dans une monarchie idéale ou idéalisée.

Non : si l'Etat — même rendu au Roi — reste confronté à la société actuelle, dominée par le consensus de rationalité.

Il me semble qu'il faille déjà féler ce consensus par une stratégie appropriée (forcer le système dominant à manifester son intolérance par exemple par la répression de l'Etat) et *détruire* l'Etat actuel, afin de purger l'Etat royal futur de toutes réminiscences technocratiques. Alors seulement, l'instance politique instaurée pourra être autonome.

Ayez le courage de répondre, et qu'importe si cela remet en cause pas mal de dogmes maurrassiens ! nous n'avons pas à être les gardiens d'une certaine orthodoxie. »

Amitiés.

G. G. Aix-en-Provence

oui, la crise politique est possible

La lettre de notre camarade développe une dialectique serrée dont la force tient à la cohérence. Je ne veux donc pas à en rompre « l'économie » et la suivrai pas à pas pour présenter des objections, qui j'espère, seront aussi cohérentes et feront progresser un débat fondamental.

NATURE DE LA CRISE DE L'ETAT

Dans la ligne de Maurice Jallut, nous avons effectivement souvent repris l'analyse sur la plus grave des contradictions internes de la Constitution de 1958, ce conflit possible entre exécutif et législatif qui risque de déboucher sur le coup d'Etat. L'hypothèse n'est nullement

imaginaire, même si l'accord entre majorité présidentielle et majorité parlementaire s'est maintenu jusqu'ici. La menace reste d'autant plus probable que la marge est plus faible entre les deux électors, celui de « droite » et celui de « gauche ».

Mais on peut parler effectivement d'une crise de l'Etat, en dehors de cette hypothèse. J'écarte pour le moment la question de l'évolution technocratique du pouvoir. L'Etat conçu et mis en œuvre par le général De Gaulle avait bien évidemment un fondement constitutionnel, mais il débordait largement celui-ci du fait de la personnalité du général, de son action, et des idées tout à fait originales qui étaient les siennes sur la nature de l'Etat, sa légitimité, le consensus popu-

laire, le soutien majoritaire, etc. Tout ceci formait un ensemble cohérent, dont on pouvait se demander s'il survivrait au général. Avant même qu'il ne quittât le pouvoir, cet ensemble était remis en cause par un retour en force des pratiques parlementaires. Et Monseigneur le Comte de Paris dénonçait avec force cette façon qu'avait Georges Pompidou, premier ministre, de suspendre la politique intérieure française à l'anticommunisme, meilleur garant du succès électoral.

Déjà, il y avait quelque chose de « grippé ». De Gaulle entendait que l'Etat fut soutenu par un consensus populaire, mais celui-ci n'était jamais imaginé qu'en référence au soutien que de tous temps, les Français avaient donné à

Suite p. 7